

L'entre-deux-guerres : crise de 1929, crise de la mondialisation

Ce cours vous est proposé par Bertrand Blancheton, [TITRE], [ÉTABLISSEMENT] et AUNEGe,
l'Université Numérique en Économie Gestion.

Table des matières

La crise de 1929 aux Etats-Unis	2
Le New Deal de Roosevelt	6
La spirale déflationniste	6
Un pays au bord de l'explosion sociale.....	7
Des mesures pragmatiques et novatrices	7
Des résultats mitigés, une signification ambiguë	8
La crise de la mondialisation	10
Le rôle des mouvements internationaux de capitaux.....	10
Le durcissement des politiques commerciales	10
La guerre des blocs monétaires durant les années 1930	11
Le trilemme de Rodrik.....	12
Références	15

La crise de 1929 aux Etats-Unis

La crise de 1929 demeure une rupture majeure de l'histoire économique du XX^e siècle. Le krach financier qui intervient à partir du 24 octobre 1929 révèle certains déséquilibres de l'économie américaine et déclenche une très violente crise économique. En raison de l'intensité des interdépendances internationales, l'ensemble des économies capitalistes est plongé dans la dépression.

Cette crise est aussi celle de la mondialisation car la recherche de solution nationale est associée à un repli autarcique dans les années 1930. Le new deal du Président Roosevelt ne réussit que très partiellement à casser la dynamique déflationniste. **Les running 1920s aux Etats-Unis Le climat euphorique.**

La croissance économique américaine est forte au cours des années 1920 portée par le dynamisme des gains de productivité dans l'industrie et le développement d'un modèle de consommation de masse.

Le secteur automobile progresse ainsi fortement : la production de véhicules passe de 569 000 en 1914 à 5 621 000 en 1929. Le taux d'équipement atteint alors le niveau élevé de un véhicule pour 4,6 habitants. Des effets d'entraînement sont à l'œuvre dans les secteurs de la sidérurgie, de la chimie, des travaux publics.... Le bâtiment connaît lui aussi un fort développement en raison d'une urbanisation croissante, la construction de logement se stabilise à un niveau élevé entre 1926 et 1929. De nouvelles pratiques de consommation de masse se développent : les ménages s'équipent en biens de consommation durable (postes de radio et autres articles ménagers...).

Si entre 1921 et 1929 la production industrielle connaît une hausse de 50%, l'indice des actions progresse sur la même période de près de 300%. Le mouvement haussier de 1928-1929 a un caractère largement spéculatif, il est notamment alimenté par d'importants crédits faits aux Brokers.... Depuis 1926 ces derniers ont la possibilité d'acheter des titres à crédit avec une couverture de seulement 10% du montant de l'opération. Les taux d'emprunt sont assis sur les taux courts et permettent des effets de levier dans un contexte de hausse de la Bourse, l'innovation financière concourt à l'euphorie.

En décembre 1928 et mars 1929, les cours des actions chutent révélant des tensions. Loin d'alarmer les opérateurs ces chutes accréditent la thèse d'une accélération indéfinie de l'activité économique qui rendrait obsolète la notion même de cycle. Les opérateurs semblent emportés par un climat euphorique et une confiance démesurée.

En août 1929 la remontée des taux courts rend plus délicate les effets de levier. En septembre la hausse des taux d'intérêt au Royaume-Uni provoque une fuite de capitaux vers la City.

La crise financière d'octobre 1929

Le jeudi 24 octobre 1929, souvent qualifié de « jeudi noir », les cours des actifs financiers s'effondrent à la Bourse de New-York. Le matin le marché est quasi sans acheteur. A midi l'indice a perdu plus de 22%, une émeute éclate à l'extérieur du marché, des rumeurs extravagantes circulent. A 13h30 des investisseurs institutionnels emmenés par R Whitney, vice-président du NYSE interviennent pour stabiliser les cours. Après une relative accalmie le lendemain, le mouvement se poursuit le lundi 28 avec une baisse de 12,9% de l'indice de référence et le mardi 29 durant lequel il perd encore 12%. Une véritable panique s'empare du marché jusqu'en janvier 1930. Des spéculateurs et des épargnants ruinés se suicident... Après une nette remontée des cours au premier semestre de 1930, le mouvement baissier reprend jusqu'en 1932 : l'indice du cours des actions qui culminait à 238 en 1929 n'atteint plus que 36 en 1932, soit un niveau nettement inférieur à 1921 (indice 58). Le titre General Motors chute de 1075 dollars à 40 entre 1929 et 1932, le titre US Steel de 262 à 22 dollars.

Les conséquences de cet effondrement sur l'activité économique sont difficiles à évaluer. L'effet psychologique est naturellement désastreux : la confiance est brisée les décisions d'investissement et de consommation en pâtissent. Certaines entreprises connaissent des difficultés de trésorerie et sont acculées à la faillite. La baisse des cours des actifs freine mécaniquement la demande à travers des effets de richesse. Les banques qui subissent des pertes financières et sont exposées à des menaces de retraits des déposants restreignent leurs crédits pour tenter de reconstituer leur liquidité.

Sur la crise de 1929 « The Great Crash », voir la vidéo à l'adresse suivante

<https://www.youtube.com/watch?v=POMhTJqw1d4>

L'effondrement de l'économie américaine

Les performances macro-économiques des Etats-Unis au début des années 1930 sont spectaculairement médiocres. L'économie américaine est frappée par une déflation de grande ampleur.

Selon Maddison (1981) l'indice du PIB passe de 163 en 1929 à 147,4 en 1930, 136,1 en 1931 et 115 en 1932. Comme le montre le graphique le niveau du PIB de 1929 n'est retrouvé qu'en 1939. La production industrielle connaît un repli plus important encore : l'indice passe de 105 en octobre 1929 à 52 en juillet 1932.

Le taux de chômage – faible depuis le milieu des années 1920 – connaît une envolée jusqu'à dépasser nettement les 20% en 1932 et 1933.

La baisse de l'activité s'accompagne d'une baisse des prix : l'indice des prix à la consommation passe de 165 en 1929 à 124 en 1933. Le mouvement de déflation est d'autant plus ample que les opérateurs étaient fortement endettés.

Les interprétations de la crise

Les analyses de la crise de 1929 sont nombreuses, certaines paraissent avoir été invalidées par les faits postérieurs comme la thèse d'une stagnation séculaire du capitalisme mais beaucoup conservent une portée explicative.

L'approche marxiste analyse cet épisode comme une crise de surproduction générale imputable à une insuffisance de la demande. L'accentuation des inégalités de répartition serait à l'origine d'une sous-consommation. La stagnation des salaires réels et la diminution de la part des travailleurs dans le revenu national sont mises en avant pour étayer cette thèse. Si les travaux de Kuznets accèdent l'idée d'une hausse des inégalités dans les années 1920, l'absence d'une baisse de la propension moyenne à consommer fait défaut pour établir un lien entre inégalité et sous-consommation.

Le surinvestissement qui caractérise la toute fin des années 1920 (période du boom spéculatif aux Etats-Unis) serait d'après I. Fisher à l'origine de la crise. L'investissement aurait dépassé les capacités d'épargne. Il aurait été alimenté par un excès de crédits et un surendettement des opérateurs. Le surendettement est, par la suite, analysé comme un facteur aggravant de la déflation.

Milton Friedman et Anna Schwartz (1963) mettent en cause la responsabilité d'une politique monétaire trop restrictive des autorités du Federal Reserve System. Le resserrement monétaire de l'été 1929 aurait d'abord alimenté la spéculation (relèvement du taux d'escompte à 6% en août 1929) en provoquant un rapatriement des capitaux vers les Etats-Unis. Après la crise, et jusqu'en 1933, la Fed n'aurait pas suffisamment approvisionné le système en liquidité (via des achats de titres sur l'open market et le soutien direct aux banques en difficulté). Cette attitude trop passive aurait aggravé la contagion des faillites bancaires (près de 9000 entre 1930 et 1933).

Selon Kindleberger l'ampleur de la crise résulte d'une absence de leadership mondial : la Grande-Bretagne n'a plus les moyens de stabiliser les relations financières internationales et les Etats-Unis ne jouent pas le rôle de prêteur en dernier ressort au niveau international. Au contraire, les mouvements de capitaux américains et la réaction protectionniste du gouvernement américain ont amplifié les déséquilibres. Dans le prolongement de cette vision centrée les relations internationales les contributions plus récentes de P. Temin et B. Eichengreen incriminent, elles aussi, l'absence d'un système monétaire international stable durant l'entre-deux-guerres.

Selon Minsky les événements débouchant sur une crise commencent par un « choc » assez important pour entraîner un « déplacement » du système économique, c'est-à-dire une modification des centres de profits. Les années 1920 sont marquées par un choc d'innovation (nouveau mode de vie...). Des agents initiés cherchent à déplacer leurs investissements vers le nouveau secteur. La demande de marchandises ou d'actifs financiers du secteur nouveau progresse, elle dépasse les capacités productives ou l'offre d'actifs financiers. La progression des prix révèle à un plus grand nombre d'agents les opportunités du nouveau centre de profits. Cette hausse attire de nouvelles entreprises et de nouveaux investisseurs. Le boum est alimenté par l'expansion du crédit qui joue un rôle central dans le « modèle de Minsky ». Chez H. Minsky, ce crédit est, par nature, porteur d'instabilité : le secteur monétaire et financier cherchant à maximiser ses profits n'est pas spontanément en équilibre avec le marché des biens et services.

A mesure que le secteur nouveau (épicerie de la prochaine crise) se développe, la prise de risque des investisseurs s'accroît. Minsky distingue trois comportements dans les processus de financement des agents qui investissent dans le nouveau secteur :

- Un financement dit couvert (Hedge Finance) dans lequel le rendement attendu du projet d'investissement couvre le paiement des intérêts et du principal sur un horizon limité de temps.
- Le financement dit spéculatif (Speculative Finance) où le rendement attendu couvre seulement le paiement des intérêts, la dette doit en permanence être reconduite.
- Le financement de type Ponzi (du nom de l'escroc qui fournit, dans les années 1920 aux États-Unis, un exemple d'escroquerie à la cavalerie) : le rendement attendu ne permet plus de payer les intérêts de manière régulière et pousse soit à la vente des actifs soit à un endettement supplémentaire.

Dans cette phase ascendante du cycle, l'investissement provoque des hausses de revenus qui, elles-mêmes, stimulent en retour l'investissement et poussent à une plus forte prise de risque. L'économie entre, selon H. Minsky, dans une période « d'euphorie ». Le système financier passe d'un état de stabilité dominé par le financement couvert à un état d'instabilité où le financement spéculatif monte peu à peu en puissance. La spéculation conduit à surestimer les rendements attendus de ces investissements, les PER s'envolent (Price Earning Ratio).

Le cercle des spéculateurs s'élargit à des non-initiés qui entendent profiter du mouvement haussier sans en considérer les mécanismes. Le mouvement n'est pas collectivement rationnel même si la rationalité pousse l'individu à suivre le mouvement haussier. Dans cette période, les fraudes et les escroqueries se multiplient, attisées par un appât démesuré pour le gain. Le boum spéculatif se poursuit accompagné d'une hausse des taux d'intérêt, d'une progression de la vitesse de circulation de la monnaie et d'une envolée des prix.

Certains investisseurs avisés réaliseraient alors leur gain. Au plus haut du marché le mouvement spéculatif semble hésiter : les prix se stabilisent car les nouveaux spéculateurs ne vont que remplacer ceux qui quittent le marché ; cette phase est désignée par H. Minsky par l'expression « le paradoxe de la tranquillité » (Minsky moment). Une période de détresse financière peut dès lors s'enclencher. Les spéculateurs s'aperçoivent que le marché ne peut aller plus haut et qu'il est temps de se retirer. Les opérateurs cherchent à vendre leurs actifs. La course à la liquidité peut tourner à une véritable débâcle. Le signal de retournement peut être la faillite d'une entreprise asphyxiée par l'endettement, la révélation d'un scandale, une baisse du prix de l'actif objet de la vague de spéculation. Dès lors, un mouvement de baisse durable des prix s'enclenche.

Le New Deal de Roosevelt

L'expérience Roosevelt dite du New Deal (la nouvelle donne) conduite entre 1933 et la veille de la Seconde Guerre mondiale bénéficie d'un extraordinaire prestige. Elle apparaît pour beaucoup comme un premier exemple historique de l'efficacité d'une stratégie de relance et préfigurerait les politiques économiques d'inspiration keynésienne. En réalité, les enseignements de cet épisode sont beaucoup plus nuancés et sa portée plus limitée.

La spirale déflationniste

À la fin de la présidence du Républicain Hoover en 1932, alors que les premiers signes d'une reprise mondiale se font jour, la dépression continue à s'aggraver aux États-Unis et la situation sociale tend à devenir explosive.

La production industrielle américaine décline toujours, son indice base 100 en 1928 s'établit à 62 en février 1932, puis chute à 52 en août 1932.

La baisse des prix se poursuit en 1932 : les prix à la consommation chutent de plus de 10 % par rapport à 1931.

Les mécanismes d'auto-entretien de la déflation sont toujours à l'œuvre : la consommation et l'investissement diminuent d'autant plus que l'endettement des agents économiques est élevé (I. Fisher analyse à l'époque le phénomène dans l'article « The Debt-Deflation Theory of Great Depression » publié dans la revue *Econometrica* en 1933).

Le chômage continue de s'aggraver... Malgré les incertitudes qui entourent sa mesure à l'époque le chiffre de 25 % de taux de chômage fin 1932 est souvent retenu. À l'époque le chômage n'est pas indemnisé, le climat social se tend à mesure que la pauvreté se développe.

Un pays au bord de l'explosion sociale

Ainsi en mars 1932 à Dearborn près de Détroit, une « marche de la faim » des chômeurs de la ville (dont beaucoup viennent d'être licenciés des usines automobiles Ford) est violemment réprimée par la police, on compte 4 morts. L'agitation des anciens combattants culmine durant l'été avec la marche du bonus, 11 000 d'entre eux marchent sur Washington pour exiger le paiement anticipé d'une prime qui leur est due ; la manifestation est fermement dispersée par l'armée. Plusieurs grandes villes dont les finances sont épuisées par les secours apportés aux miséreux ne sont plus en mesure de payer régulièrement leurs employés... Les expulsions pour loyers impayés se multiplient...

Dans ce contexte, les démocrates sortent grands vainqueurs des élections de novembre 1932. Non seulement leur candidat Franklin Delano Roosevelt est élu président avec une large avance mais en plus ils s'assurent une majorité de gouvernement dans les deux Chambres.

Le point culminant de la crise économique et sociale est atteint entre novembre 1932 et le début mars 1933 au moment où le nouveau président prend ses fonctions. L'incertitude sur le programme de Roosevelt et son refus de coopération avec Hoover pour assurer la transition provoquent d'importantes sorties de capitaux et une véritable panique bancaire. En février, la fermeture générale des banques est décidée dans certains États et le 4 mars, jour de l'investiture de Roosevelt, les banques sont fermées dans l'ensemble du pays pour 4 jours (bank holiday) afin de tenter d'endiguer la panique.

Des mesures pragmatiques et novatrices

Roosevelt n'a en réalité ni doctrine, ni vrai programme économique, il entend seulement lutter de façon pragmatique contre les manifestations de la crise : casser la spirale déflationniste, réduire le chômage et la misère.

En cent jours, du 4 mars au 16 juin 1933, une quinzaine de lois sont adoptées. Les objectifs sont de casser le processus de baisse des prix et de redonner au plus vite du travail aux chômeurs : L'Agricultural Adjustment Act de mai 1933 a pour objectif d'assurer le redressement des prix agricoles en subventionnant une réduction volontaire de la production (blé, maïs, coton...). Le dispositif est au départ ambigu, d'une part le redressement escompté des prix pourrait inciter d'autres agriculteurs à produire plus, ensuite il prévoit également des crédits pour une modernisation agricole susceptible elle aussi d'accroître les quantités produites. À partir de 1934, les mesures de restriction deviennent obligatoires et non plus volontaires par exemple pour le coton.

En juin 1933 le National Industrial Recovery Act (NIRA) entend impulser une concertation entre les industriels afin de définir des prix planchers, des quotas de production, des horaires réduits, des minima salariaux. Les firmes qui « jouent le jeu » se voient attribuer un label « aigle bleu » que les consommateurs américains sont invités à préférer. Le but de ce dispositif est là encore de casser la baisse des prix et d'enrayer la surproduction... Le NIRA attribue au président le pouvoir de donner une valeur officielle à tout Code adopté à la majorité et de l'imposer à tous les industriels de la branche. Une autre disposition reconnaît aux travailleurs le droit de négocier des contrats collectifs et garantit le respect de droits syndicaux. L'interventionnisme étatique marque une réelle avancée en rupture avec la tradition non interventionniste américaine.

La création de la Tennessee Valley Authority en mai 1933 cherche à réemployer les chômeurs à des tâches liées au réaménagement de la vallée du Tennessee alors en retard de développement (construction de barrages, d'usines hydroélectrique ou encore d'usines d'engrais chimiques...). La TVA contribue à populariser l'idée que les grands travaux sont en mesure de « réamorcer la pompe » et de relancer l'activité économique nationale.

L'Emergency Relief Act prévoit une assistance aux chômeurs et victimes de la crise. En 1934, environ vingt millions de personnes bénéficient de ce dispositif qui, au départ, devait être un simple palliatif en attendant une relance de l'activité.

Afin de restaurer la confiance dans le système financier le Banking Act de 1933 (Glass-Steagall) crée un système d'assurance fédérale des dépôts bancaires (Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)) et sépare les activités bancaires des activités sur titres. La même année le dollar est dévalué de plus de 40 %.

Des résultats mitigés, une signification ambiguë

La remontée des prix est réelle dès 1934, l'indice des prix de gros progresse de 15 % par rapport à 1933, la progression la plus forte concerne les prix agricoles. Par contre la hausse des prix à la consommation reste modérée l'indice de 1932 (40,9) n'est retrouvé qu'en 1935 (41,1) mais celui de 1931 (45,6) ne sera pas dépassé avant la guerre.

La reprise de l'activité paraît décevante. La production industrielle connaît jusqu'à la guerre une évolution heurtée et médiocre, le niveau de 1929 n'est retrouvé qu'en 1937 avant d'ailleurs de s'effondrer de nouveau en 1938 (baisse d'environ 20 %).

La difficulté majeure paraît résider dans l'incapacité à retrouver un volume d'investissement important faute de confiance à la fois dans le système financier et dans les perspectives d'activité.

Le chômage est certes réduit mais reste à un niveau élevé (plus de 10 millions de chômeurs en 1935 ce qui correspond à un taux supérieur à 20 %).

Le New Deal est appliqué dans un contexte de fortes tensions sociales. L'hostilité des industriels envers l'interventionnisme fédéral est forte. Par ailleurs de nombreuses grèves parfois avec occupation d'usines freinent la reprise de l'activité.

La politique de Roosevelt rencontre aussi l'opposition de la Cour Suprême qui invoque le principe de la libre concurrence, les droits des États ou du congrès pour annuler le NIRA en mai 1935 et l'Agricultural Adjustment Act (AAA) en janvier 1936.

La large victoire électorale de novembre 1936 permet à Roosevelt de surmonter les résistances de la Cour suprême.

Un second AAA instaure un système de garantie des prix en 1938.

Les avancées sociales du NIRA avaient largement été reprises dans les lois de 1935 qui marquent la mise en place d'un second New Deal plus social à défaut d'être encore keynésien.

En juillet 1935, la loi Wagner renforce la liberté syndicale et, en août 1935, la loi sur la sécurité sociale crée les éléments d'un système d'assurance chômage obligatoires dans chaque État (mais certaines catégories de personne en sont exclues (salariés agricoles, domestiques)) et d'un système d'assurance vieillesse pour les personnes de plus de 65 ans. Toujours en 1935 le programme de grands travaux est relancé.

L'expérience du New Deal est ambiguë à bien des égards.

Du point de vue de sa réussite tout d'abord, le bilan globalement positif de Roosevelt doit beaucoup à la date de sa prise de fonction véritablement au creux de la dépression. Mais encore fallait-il parvenir à l'endiguer. Ensuite le lent rétablissement de la production ne peut masquer la persistance d'un chômage très élevé.

Du point de vue de son inspiration keynésienne, s'il est vrai que Roosevelt a eu plusieurs entretiens personnels avec Keynes, la politique économique à l'œuvre reste ambivalente. D'un côté, un interventionnisme global se fait jour dans l'agriculture et l'industrie et des grands travaux contribuent à réemployer des chômeurs en ce sens elle peut être qualifiée de keynésienne. Mais, d'un autre côté, au moins jusqu'en 1938 le principe du caractère stabilisant du déficit budgétaire n'est pas ouvertement accepté par Roosevelt, des mesures de réduction des dépenses publiques ciblent la résorption du déficit fédéral comme en 1933 ou en 37-38. La vision keynésienne d'une stabilisation de l'activité par le budget ne l'emporte vraiment qu'à partir de 1939, les grands travaux sont alors puissamment relayés par des dépenses de réarmement.

La crise de la mondialisation

En raison notamment de l'intensité des relations financières et commerciales internationales et du poids de l'économie américaine (à l'époque la production industrielle américaine représente près de 45% de la production industrielle mondiale et ses importations 12,5% du total des importations mondiales) la crise économique s'étend à l'ensemble des économies capitalistes.

Le rôle des mouvements internationaux de capitaux

A la fin des années 1920 les Etats-Unis sont le premier prêteur mondial de capitaux. A la suite de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et du boom boursier de 1928-29 le montant des émissions de valeurs étrangères aux Etats-Unis recule de 1 336 milliards de dollars en 1927, à 1250 milliards de dollars en 1928 et 790 en 1929. Après le retournement d'octobre 1929, les banques américaines rapatrient massivement leurs capitaux déposés à l'étranger afin de pallier leurs difficultés internes. Les pays débiteurs (Allemagne, Australie, Argentine, Pologne...) qui dépendent des capitaux américains pour le financement de leur déficit courant subissent des contrecoups. Ce désengagement accentue notamment les tensions financières en Allemagne (principal débiteur des Etats-Unis) où la situation des banques commerciales se détériore. Le 14 mai 1931, la plus grande banque autrichienne, la Kredit Anstalt de Vienne est en situation de cessation de paiements. Cette crise bancaire contribue à accentuer les difficultés du système bancaire allemand : une panique bancaire contraint l'état à intervenir durant l'été 1931.

Le durcissement des politiques commerciales

L'effondrement de l'activité économique fait surgir aux Etats-Unis la tentation d'un repli sur le marché national. Un débat s'engage sur la pertinence d'un durcissement de la politique commerciale. Les responsables politiques voient dans la hausse des tarifs douaniers un moyen d'augmenter les prix intérieurs et de réorienter la demande vers les produits nationaux. Une pétition signée par 1 028 économistes (dont I. Fisher) met en garde contre les dangers de la solution protectionniste et notamment le risque de représailles commerciales généralisées.

En juin 1930, le tarif Smoot Hawley est instauré par les Etats-Unis et marque un tournant vers un durcissement sans précédent du protectionnisme au niveau mondial. Aux Etats-Unis les droits de douanes sont accrus sur 25 000 produits et le tarif moyen sur les importations protégées passe de 39% à 53%. A la faveur des mesures de rétorsion, l'arsenal protectionniste s'enrichit. Aux traditionnels droits de douane portés à des niveaux record, s'ajoutent des dépréciations monétaires cette fois volontaires (la livre sterling dès 1931...), des taxes, des quotas, l'instauration de normes sanitaires et autres roueries administratives. Les économies se replient sur elles-mêmes : pour les Etats-Unis le rapport exportations sur PIB à prix courants passe de 5% en 1929 à 3,7% en

1938 et pour l'Europe occidentale il passe de 14,5% à seulement 7,1%. Ce recul du commerce international constitue un facteur supplémentaire de freinage de l'activité économique.

La question de faire du change un outil de compétitivité apparaît, elle, dès les années 1920 lorsque certains pays (France, Belgique...) sont amenés à choisir le niveau de la stabilisation-déévaluation de leur monnaie. La stabilisation Poincaré maintient ainsi une légère sous-évaluation réelle du franc afin de préserver les intérêts des exportateurs, habitués à bénéficier de cet avantage durant les épisodes inflationnistes incontrôlés de 1922 à 1926.

Dans le contexte de crise financière et de déflation du début des années 1930 une bataille monétaire de grande ampleur affecte l'économie mondiale. Elle implique les trois blocs monétaires de l'époque et elle entraîne la dislocation du système de l'étalon devises-or hérité de la conférence de Gênes en 1922.

La guerre des blocs monétaires durant les années 1930

Pour répondre à la baisse de l'activité économique qui menace sa stabilité sociale, la Grande-Bretagne décide le 21 septembre 1931 de détacher sa monnaie de l'or sans attendre l'épuisement complet de ses réserves de change. Sur le marché en trois mois la livre perd un tiers de sa valeur face à l'autre monnaie internationale, le dollar. La livre est à l'époque une monnaie d'ancrage pour plusieurs économies qui se trouvent confrontés à un choix crucial. Soit, elles restent attachées à la livre sterling et l'accompagne dans sa dépréciation, soit elles subissent une revalorisation vis-à-vis d'elle. Les économies les plus imbriquées avec la Grande-Bretagne (Australie, Nouvelle-Zélande, Suède, Portugal...) restent liées afin de préserver leur compétitivité-prix. Entre septembre et décembre 1931 la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse exigent la conversion en or d'une partie de leurs avoirs en dollar pour ne pas subir de nouvelle perte en cas de déévaluation du dollar dont la position est fragilisée puisqu'il apparaît, de fait, comme étant « moins bon que l'or ». Toujours en 1931 le Japon quitte l'étalon-or ajoutant à l'instabilité. Les pays qui ne dévaluent pas sont victimes d'une réduction de leur compétitivité prix. La question de conduire une déévaluation compétitive et de mettre en œuvre une stratégie d'exportation du chômage (Beggars-Thy-Beggars) est, pour eux, posée. La convertibilité du dollar est suspendue en avril 1933. Il est officiellement dévalué de 41% le 31 janvier 1934, sa définition passe de 20,67 dollars l'once à 35. Les pays du Bloc-or (zone monétaire sous influence française) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie... sont les perdants de cette séquence, ils subissent une appréciation réelle de leur monnaie qui les contraint à conduire des politiques déflationnistes encore plus dures et, en définitive, insoutenables. La Belgique dévalue en 1935, la France attend 1936.

Le trilemme de Rodrik

Le trilemme mis en exergue par l'économiste Dany Rodrik illustre bien les termes des rapports entre actions des gouvernements, aspirations des populations et intensité de la mondialisation. Il rappelle en creux que l'hyper-mondialisation n'est pas historiquement un état permanent. Selon le trilemme politique de l'économie mondiale il est impossible d'avoir simultanément :

- une intégration économique poussée, une hyper-mondialisation (libéralisation des échanges commerciaux, intégration financière...)
- des états nations souverains (frontières, monnaie, impôts)
- la démocratie politique.

L'intégration économique impose une compétition entre les États qui limite leur capacité à adopter les politiques interventionnistes, protectrices que souhaitent les populations. Le gouvernement peut alors soit choisir d'ignorer la volonté des habitants, et préserver au passage sa liberté de choix ; soit décider d'abandonner sa souveraineté et de transférer les aspirations démocratiques à des instances supranationales.

Avant la Grande Guerre une première mondialisation est à l'œuvre qui elle-même paraît difficilement réversible pour les contemporains. Au dix-neuvième siècle le commerce mondial a en effet connu une formidable expansion, son volume est environ multiplié par 20 entre 1815 et 1913. Cet essor a pour origine directe la Révolution Industrielle, qui confère un quasi-monopole pour les exportations manufacturières à quelques pays (l'Angleterre d'abord puis quelques autres pays d'Europe continentale dont la France et l'Allemagne). Une véritable division mondiale du travail s'instaure : les produits industriels des pays avancés sont échangés contre les denrées alimentaires et les matières premières des « pays neufs » et des économies coloniales. L'expansion du trafic commercial est soutenue par des innovations (en manière de conservation des denrées par exemple avec l'installation de systèmes réfrigérants sur les bateaux dans les années 1870) et surtout une baisse de long terme des coûts de transport, qui s'accélère au milieu du XIX^{ème} siècle avec la révolution des transports.

L'intensification de la mobilité internationale des capitaux

Après le dépôt du brevet du télégraphe en 1844 par S. Morse, la première ligne télégraphique transmanche est posée dès 1851 et le premier câble transatlantique en 1865. En 1913, la longueur des réseaux télégraphiques représente onze fois le tour de la terre, et le téléphone est déjà en plein essor : un pas décisif vers la transmission instantanée de l'information a été franchi, il ouvre notamment la voie à une intensification de la mobilité internationale des capitaux. En fin de période (1880-1913) les indicateurs de l'intégration financière internationale convergent pour faire apparaître un très haut degré d'intégration des marchés de capitaux : le stock

d'investissement direct à l'étranger est élevé, culminant selon Paul Bairoch en 1913 à 20-22% pour l'Europe occidentale, l'Angleterre « banquier du monde » finance des projets de développement dans la plupart des zones.

La camisole de force dorée

Le système monétaire de l'étalon-or garantissait alors la stabilité des cours de change et des prix. Au sein de ce système les populations influençaient très peu les politiques nationales (suffrage censitaire, absence de droit de vote des femmes...). Il était donc possible d'avoir un monde constitué d'états-nations fortement intégrés économiquement, dans lequel les populations devaient supporter des épisodes de déflation prolongée (comme aux Etats-Unis dans les années 1890). Cette situation est désignée par l'expression camisole de force dorée. La progression des aspirations démocratique notamment sous l'influence la Grande Guerre a rendu ce compromis intolérable.

Des replis autarciques

Les progrès démocratiques permettent aux populations d'exiger des avancées sociales et une protection contre l'instabilité de l'activité économique surtout après la crise financière de 1929. Les gouvernements soucieux de conserver leur souveraineté, dans un environnement de nationalisme exacerbé, mettent en œuvre des replis autarciques sur les plans commerciaux et financiers. Un protectionnisme radicalement nouveau par son ampleur et ses instruments est déployé dans les années 1930 (droits de douanes portés à des plus hauts historiques, contingentements, quotas, dépréciations monétaires volontaires...). Il entraîne une dislocation de l'économie internationale, une véritable crise de la mondialisation. La contraction des échanges, presque aussi brutale pour la France que pour les pays qui ont choisi l'« autarcie », annule en quelques années toute la progression du demi-siècle précédent. Les flux migratoires, les flux de capitaux (émissions internationales ou crédits bancaires) à l'exception partielle des investissements directs, se sont quasiment taris au cours des années 1930. L'intégration financière internationale atteint un creux à partir de 1929 et dans le même temps les échanges commerciaux se restreignent. Ces mouvements simultanés traduisent la multiplication des obstacles et contrôles. Les politiques de relance cherchent une issue à la dépression dans le cadre national.

Les compromis après la Seconde Guerre mondiale

Après le choc de la Seconde Guerre mondiale sous l'ère du système de Bretton Woods (1944-1971), un autre compromis se fait jour, caractérisé par une limitation de l'intégration économique (maintien d'un contrôle des changes, maintien d'un certain niveau de protection commerciale...) et l'exercice de la démocratie au sein d'états souverains. Les gouvernements parviennent à stabiliser l'activité économique à travers l'utilisation de politiques conjoncturelles, d'inspiration keynésienne, efficaces comme l'illustre le cas de la relance Kennedy-Johnson dans les années 1960 aux Etats-Unis.

Certes l'histoire de la mondialisation montre une amplification des battements de l'économie globale et fait ressortir l'intensité de l'actuelle mondialisation. Mais elle est aussi scandée par des épisodes de repli, de perturbations des échanges qui montrent que le phénomène n'est pas, intrinsèquement, irréversible. L'intensité de la mondialisation économique participe d'un équilibre plus global qui renvoie au rôle que les états-nations entendent jouer et à la capacité des populations à peser sur les décisions politiques.

Références

Comment citer ce cours ?

Histoire des faits économiques, Bertrand BLANCHETON, AUNEGe (<http://aunege.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.